

El Salvador

blâmaient les militaires et les gens de droite, alors que le gouvernement blâmait les gens de gauche, et l'état de siège fut prolongé trente autres jours.

On procédait néanmoins à des réformes et, à la fin d'avril, les métayers et les fermiers se voyaient accorder la propriété de la terre qu'ils cultivaient.

L'été et l'automne 1980 ont aussi été marqués par des actes de violence. Le 9 octobre, l'ambassadeur de l'Afrique du Sud mourait aux mains de forces de gauche. Il y eut dix autres tentatives d'assassinat, les unes réussies, les autres pas. Le 27 novembre, six membres dirigeants de l'opposition étaient assassinés. Le 4 décembre, on découvrait, dans une tombe peu profonde, près de l'aéroport, le corps de quatre Américaines qui s'occupaient d'activités religieuses. Le 13 décembre, la junte était réorganisée et Napoleon Duarte était nommé président. Le 10 janvier, l'offensive finale de l'aile gauche commençait, avec la lutte générale et l'appel national à la grève.

Personne à la Chambre ne nie que les actes de violence, les meurtres et les tortures étaient, autant qu'on puisse en juger, en grande partie le fait des forces de droite. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres députés en ont parlé sans ambages; la résolution semble toutefois laisser croire que les meurtres n'ont été commis que par le gouvernement salvadorien. S'il n'est pas facile d'expliquer clairement ce qui se passe, il est certes manifeste que la violence engendre la violence. Certes, personne n'est innocent dans cette terrible situation. On ne devrait pas demander à la Chambre d'approuver une résolution qui ne tient pas compte du fait qu'il y a toujours deux versions à une histoire et que, dans ce cas-ci, les deux sont très désagréables.

La résolution dont nous sommes saisis laisse entendre que les forces de gauche sont les seules qui cherchent à instaurer un gouvernement démocratique. Les faits permettent d'en douter. Le gouvernement du Salvador a entrepris des réformes, ce qui a indisposé à la fois la droite et la gauche. Tous reconnaissent que le progrès n'est pas aussi notable ni aussi rapide que nous le voudrions et que certainement le peuple salvadorien le voudrait. Cependant, même s'il a dû faire face à une série ininterrompue d'attaques à main armée, d'occupations, de meurtres et de grèves, le gouvernement du Salvador a réussi à réaliser tant bien que mal certaines des réformes qu'il avait promises.

Rien ne prouve que s'il jouissait d'une période de paix et de tranquillité, le gouvernement n'irait pas au bout des réformes. Si les forces de gauche sont si résolues à instaurer un gouvernement démocratique, comme la résolution voudrait nous le faire croire, pourquoi s'emploient-elles si activement à prendre le pouvoir par la force brutale et à renverser un régime qui a affirmé publiquement son intention de réaliser des réformes?

Aucun député ministériel n'a d'illusions quant au gouvernement actuel du Salvador: il n'est pas parfait, loin de là. Il souffre de lacunes manifestes, et ses dirigeants le reconnaissent. Ils admettent que de grands efforts s'imposent pour éliminer ces lacunes. Nous n'avons pas entendu les chefs des forces révolutionnaires admettre leurs imperfections; d'après ce que nous pouvons voir, ils incitent leurs partisans à redoubler de violence. Les révolutionnaires n'ont manifesté aucun

désir de conclure une cessez-le-feu et ne sont nullement disposés à négocier un règlement démocratique.

Le président du Salvador a déclaré publiquement qu'il était disposé à négocier avec des chefs raisonnables des groupes révolutionnaires. J'espère que ces chefs relèveront le défi et chercheront à régler les conflits par le scrutin et non par les balles. Quand le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré les chefs révolutionnaires pour connaître leur point de vue, ils ont dit semble-t-il, qu'ils ne voulaient discuter qu'avec les États-Unis, et uniquement pour les convaincre de cesser toute aide économique et militaire au Salvador, afin qu'ils puissent plus facilement renverser le gouvernement.

Il est difficile de concilier cette opinion avec la résolution où le Nouveau parti démocratique affirme que les chefs révolutionnaires veulent établir un gouvernement démocratique.

Le gouvernement canadien a toujours eu une politique claire et constante. Nous désirons tous profondément que la paix règne dans ce malheureux pays et que cesse cette tuerie inutile. J'approuve la politique du gouvernement qui est de s'opposer à la livraison de matériel militaire par quelque pays que ce soit à quelque parti du Salvador que ce soit. J'approuve la position du gouvernement qui est de saisir toutes les occasions d'exhorter le gouvernement salvadorien à mettre fin à la violation des droits de l'homme et à régler les conflits par la négociation pacifique.

J'appuie les efforts que le gouvernement canadien déploie pour faire connaître ses vues aux autres pays au cours d'entretiens par les voies diplomatiques, mais il est difficile de voir en quoi l'action que propose la résolution pourrait aider.

● (2040)

Il y a dans la résolution deux éléments plutôt contradictoires. Elle blâme le gouvernement de n'avoir pas protesté publiquement contre la politique américaine. Elle nous demande par ailleurs de réclamer la cessation de l'aide militaire par les États-Unis. Il est difficile de voir comment, au cours de la visite officielle du chef d'un pays allié, voisin et ami, nous pouvons à la fois réclamer et persuader, si c'est bien ce que le NPD veut que nous fassions. Nous préjugerions du résultat des entretiens et anticiperions si nous faisons déjà des déclarations publiques.

La résolution dont la Chambre est saisie laisse beaucoup à désirer. Mais elle a été utile aujourd'hui en nous faisant tous réfléchir sérieusement au triste état de choses au Salvador. Elle nous a fait repenser à la tragique violation des droits de l'homme dans bien d'autres pays, à la nécessité de nous montrer vigilants et de ne pas rater une occasion de nous servir des tribunes internationales pour faire valoir nos convictions.

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression ce soir de participer à un moment historique de l'histoire de notre pays. Je suis fier de pouvoir prendre la parole au nom de mon parti sur cette résolution. Cela fait presque deux ans que je siège à la Chambre, et jusqu'à ce soir, il n'y avait pas eu de débat sur les affaires extérieures. Cela vaut pour le parti qui siège en face de moi et aussi pour celui à ma droite. Les Canadiens n'ont pas eu la possibilité jusqu'à ce soir par l'entremise de leurs députés, de parler de la moindre question de politique extérieure de leur pays.